

# **Congrès AFSP 2009**

## **Section thématique 8**

### **Aux marges des mouvements sociaux : les arts de la résistance**

#### *Axe 1*

**Roumiana Michonova (Cens, Université de Nantes)**

[michonovaroumi@gmail.com](mailto:michonovaroumi@gmail.com)

#### **Un sabre ne coupe pas une tête baissée : l'opposition silencieuse en Bulgarie sous le régime communiste**

La première partie du titre de cette communication, « un sabre ne coupe pas une tête baissée », un dicton populaire bulgare, résume certainement le mieux les comportements et les attitudes, individuels et collectifs, pendant le temps du régime communiste en Bulgarie, relatifs à l'expression de désaccord, de résistance et de contestation à l'ordre sociopolitique établi. Des comportements qui consistaient à se rendre invisible, « à se noyer dans la masse », ou plus concrètement, faire preuve d'adhésion à l'idéologie officielle et témoigner d'un conformisme « spontané » même quand les opinions et les convictions intimes étaient contraires aux officielles.

Dans le cadre de cette communication, j'ai choisi de présenter trois exemples, trois différents cas de figures de cette contestation silencieuse : ce que j'ai appelé la socialisation parallèle, les productions artistiques et intellectuelles et l'humour.

Comprendre pourquoi c'est sur un registre de contestation silencieuse que s'étaient cultivés/exprimés le mécontentement et l'opposition de l'ordre sociopolitique établi nécessite de reconstituer, dans les grandes lignes, le contexte social et politique pendant le régime communiste.

#### ***Un monde social sous surveillance***

Depuis l'installation du régime de démocratie populaire en 1944, le contrôle politique sur l'ensemble du monde social fut particulièrement fort. Parmi les plus répressifs, le régime communiste bulgare n'avait jamais toléré aucune forme d'opposition ou de désobéissance civile. Toute attitude de non-conformité avait été perçue comme la preuve irréfutable d'hostilité au régime et avait été sévèrement réprimée. Considérés comme de la déviance politique et/ou idéologique les comportements d'opposition et de contestation étaient étiquetés en tant que crime contre l'État et impliquaient des responsabilités pénales lourdes. Au-delà des actes qui pouvaient être interprétés spécifiquement en tant qu'opposition politique, toutes les tentatives de rébellion et de velléités d'autonomie furent immédiatement sanctionnées. Tous les témoignages recueillis l'ont confirmé : la tenue vestimentaire, le style et le type coiffure, la lecture choisie ou encore la musique écoutée, étaient perçus et interprétés par le pouvoir comme des indicateurs de mesure de l'adhésion à l'ordre établi et de la potentialité à se révolter.

Les efforts d'uniformisation de la société répondaient, certes, à la logique du mythe de la société égalitaire et sans classes mais ils étaient avant tout des moyens de mise en conformité et de discipliner la population et s'inscrivaient pleinement dans une tactique d'agir sur le corps pour mieux contrôler l'esprit. C'est grâce à un appareil de surveillance et de répression perfectionné que toute expression dissidente ou tentative de subversion hérétique à la fois au sein de l'appareil partisan et dans l'ensemble de l'univers social étaient efficacement neutralisées. Dès les années 1960, une section spécialisée dans la surveillance et l'espionnage est mise en place au sein des

services secrets bulgares ; la direction n°6 qui avait pour mission la lutte contre «la subversion idéologique». L'étude de la division interne de ladite section a mis en évidence le fait que si les représentants des professions intellectuelles, les scientifiques, les artistes etc., autrement dit les personnes susceptibles de « mettre en forme » la société, de produire un discours sur le monde social, étaient plus particulièrement visées, en réalité personne n'échappait au contrôle. La mise sous écoute, l'espionnage et la surveillance du courrier personnel furent les mesures classiques. Au-delà, toute sorte de pressions et d'intimidations possibles contribuaient fortement à maintenir le sentiment d'insécurité et de danger permanent. L'interprétation arbitraire des lois exposait toute personne de manière permanente au risque d'être accusé et puni sans une réelle possibilité de défense. La peur de la répression – arrestations, enfermements, licenciements, etc. – était un sentiment profondément ancré dans les esprits et ceci d'autant plus que les punitions et les sanctions individuelles étaient systématiquement étendues à l'ensemble de la famille.

L'environnement normatif, contraignant et punitif et l'encadrement total rendaient la vie de groupe difficile, voire impossible. La crainte que la solidarité de groupe ne constitue la base d'une activité concertée, comme l'a démontré Evring Goffman dans le cas des institutions totalitaires, faisait qu'aucun lieu n'échappait à la surveillance et au contrôle étroit. Depuis l'ascension au pouvoir du Parti communiste bulgare à la fin des années 1940, les seules organisations dites sociales qui étaient autorisées – unions professionnelles (des journalistes, des écrivains, des médecins, des architectes, etc.) organisations de jeunesse, sportives, de loisirs ou autres – étaient conçues en tant qu'instruments d'intégration et de contrôle de la population. D'ailleurs leur appellation spécifique « kazonni organizazii » que l'on peut traduire par l'expression « organisations satellites » désigne leur dépendance à l'égard du Parti communiste bulgare. L'ensemble de ces moyens de contrôle et d'encadrements déployés rendait impossible les manifestations, les grèves comme d'ailleurs toute autre forme d'expression d'une contestation politique. À ces contraintes objectives qui délimitaient considérablement le champ des possibles et conditionnaient les comportements individuels et collectifs, s'ajoutaient des mécanismes beaucoup plus subtils de contrôle politique sur la société. Aux techniques de contrôle vertical se rajoutait le contrôle horizontal, la surveillance réciproque et les pratiques de dénonciations qui avaient une efficacité redoutable. À la fois signe d'engagement en faveur du régime et gage de conformité politique, les pratiques de dénonciation, promues en une sorte de vertu civique, permettaient à chacun d'exercer un contrôle sur l'environnement proche et de maintenir en permanence un sentiment de méfiance, de danger et d'insécurité. Elles ont constitué un facteur puissant de mise en conformité politique. Ces pratiques déployées avaient abouti à la totale dépossession et aliénation de la population qui n'avait aucune emprise sur le pouvoir politique et contribuaient puissamment au maintien de l'obéissance et de la soumission. Le sentiment de peur est certainement un des signes les plus révélateurs de l'incorporation de la domination et l'intériorisation de l'ordre social comme l'ont témoigné la totalité des personnes rencontrées. Dans ce contexte particulièrement répressif d'un État policier surdéveloppé le coût collectif comme individuel de l'engagement était donc singulièrement élevé. S'aventurer hors du cadre imposé par le Parti/État rendait tout conflit frontal suicidaire.

### ***La socialisation parallèle***

La socialisation parallèle consistait à transmettre un système de valeurs et de visions, autres que les officiels. C'est à l'intérieur de la cellule familiale que des comportements éloignés et distancés de la logique imposée par le pouvoir ont pu se construire, se développer et se transmettre. (Une réalité et des pratiques qui peuvent être rapprochés de ce que décrit Marjane Strapi dans le cas de l'Iran dans Persepolis ou encore, au cas soviétique étudié par Alain Blum<sup>1</sup>)

En effet, toute parole non-officielle, toute révolte contre l'autorité et l'ordre politique ne pouvant

s'exprimer ouvertement étaient reléguées et cantonnées à la sphère privée. Le témoignage de Krassimir rend parfaitement compte de ces mécanismes de cette éducation parallèle. *« Je me rappelle une fois, quand j'étais encore jeune, en 1964, en rentrant de l'école je devais faire mes devoirs. Je devais réviser mes leçons d'histoire et je répétais à haute voix ce que l'institutrice nous avait appris. Comment Staline, le dirigeant du peuple frère, avait gagné la guerre contre Hitler et comment grâce à lui et même après sa mort, l'URSS a construit et mis en place le seul système humaniste possible, qui respecte tout le monde et qui donne la chance de s'accomplir socialement à toute personne, comment dans un avenir proche, d'abord en URSS et après en Bulgarie, on bâtit la société communiste, bref. Alors mon père qui était dans la même pièce a sursauté et m'a dit : « Tu peux répéter ça ? ». Il m'a pris par le bras, m'a amené sur la terrasse et m'a dit : « Viens, il faut que je te parle ». Une fois dehors il m'a dit : « Staline, c'est un assassin féroce. Il a tué des millions de gens et c'est ça la plus grande tragédie des Russes et des autres pays de l'URSS. T'es encore jeune, mais il faut que tu saches ces choses-là. N'écoute pas ce que dit l'institutrice, ce n'est pas la vérité ».*

Comme les propos de Krassimir le montrent, donner une interprétation différente, voire contraire, de la « vérité historique » de la version officielle, était un acte de résistance. Avec la prise du pouvoir du PC bulgare, en 1944, des « nettoyages » (selon le terme de l'époque) furent appliqués systématiquement sur les bibliothèques, les catalogues des éditions, les programmes de théâtres et de cinémas importés après 1938. Dès 1946, les manuels scolaires d'histoire ont fait l'objet de réécritures qui comprenaient une réinvention des lieux de mémoire, des symboles, des héros et des légendes nationales ; une nouvelle interprétation de l'histoire nationale qui glorifiait et exaltait les exploits des nouveaux détenteurs du pouvoir. La possibilité de consulter ou d'effectuer des recherches scientifiques sur les archives ou les documents authentiques était prohibée. La seule littérature historique disponible et accessible était étroitement contrôlée. Alors, raconter une version différente de l'histoire, proposer une autre interprétation de certains événements, consistait à « corriger les mensonges » mais aussi à faire naître, progressivement et avec plus au moins du succès, des sentiments d'hostilité et des attitudes de résistance vis-à-vis du pouvoir.

Autres supports et moyens d'éducation et d'apprentissage : les radios étrangères (occidentales), les livres ou encore la musique. En Bulgarie, les gens captaient et écoutaient clandestinement les radios Free Europe, BBC ou Deutsche Welle ; des radios qui étaient interdites et dont les ondes n'étaient brouillées que quelques heures le soir.

Les productions littéraires, censurées et interdites, étaient diffusées au sein des réseaux informels d'échange entre des personnes de confiance : membres de la famille, collègues de travail, amis et voisins (pour n'en citer que deux exemples, les plus souvent avancés par nos interlocuteurs : le livre *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne et *Le Fascisme* de Jeliu Jélev). Ces réseaux *samizdat* (du russe *auto-édition*) diffusaient de manière clandestine des productions manuscrites ou dactylographiées ; un phénomène observé dans l'ensemble des anciens pays du bloc soviétique. Parmi les mesures préventives adoptées par les personnes « déviantes » on peut citer la pratique de recouvrir les livres avec de fausses couvertures pour cacher le nom de l'auteur et le titre de l'ouvrage.

La musique ou, plus exactement, certains groupes et styles musicaux, faisait également objet d'interdictions et de censure. Les Beatles, par exemple, était un groupe interdit. Les personnes qui se faisaient arrêter en « flagrant délit » furent systématiquement sanctionnées ; des sanctions qui, selon les cas, allaient de la confiscation de l'appareil à écouter la musique aux travaux d'intérêt général, en passant par le rituel du « rasage de tête » en public pratiqué au sein des lycées, des collèges et des universités.

La socialisation parallèle, éduquer et transmettre aux jeunes générations d'autres systèmes de visions et de valeurs que les officiels, avait la signification de semer des graines d'une « résistance

mentale » et, était parfois vécu comme l'accomplissement d'un devoir moral et de mémoire. Plusieurs des personnes entretenues, issues de familles persécutées par le régime, expliquaient que raconter et transmettre d'une génération à l'autre l'histoire familiale, était un devoir de mémoire envers les proches disparus.

Cependant, il est fondamental de souligner que cette socialisation parallèle comprenait aussi l'acquisition et la maîtrise d'un double langage, produit à l'extérieur et, qui consistait en la capacité de produire un discours conformiste, répondant aux attentes officielles et en un comportement qui ne permettait en rien d'éveiller d'éventuels soupçons d'un positionnement critique à l'égard du pouvoir politique. En ce sens, je ne peux que rejoindre François Fejtö, quand il dit que l'adhésion formelle (adhérer sans y croire), la maîtrise et la pratique du double *talk* doivent être analysées comme un réflexe d'adaptation et d'autodéfense de la part des individus résistant à la pression du régime et/ou désireux de connaître une ascension sociale. En effet, apporter les preuves tangibles d'une adhésion au régime et à son idéologie faisait partie intégrante des stratégies individuelles qui assuraient à la fois une diminution des risques de mise en danger et les chances d'ascension sociale. Plusieurs témoignages recueillis montrent clairement que la volonté d'appartenir au parti avait, par exemple, de bonnes raisons pratiques touchant à l'amélioration – même modeste – de la vie de tous les jours. Tzvetana, 61 ans, retraitée, ancienne ouvrière dans une usine de textile : « *J'ai adhéré au parti en 1958. J'ai adhéré parce que c'était mieux, oui, pour être comme les autres à l'usine. De toute façon ce n'était pas grand-chose de prendre sa carte au parti, on pouvait profiter de certains avantages et surtout on n'était pas inquiété. Bon, le côté un peu désagréable était les réunions obligatoires, il fallait y assister mais moi je faisais semblant d'écouter, de toute façon on était juste un public, on ne décidait rien*<sup>2</sup>. »

Dit autrement, le régime ne fonctionnait pas exclusivement à l'embrigadement total de la société. L'engagement obéissait moins à une logique d'adhésion idéologique ou politique et plus à des réflexes de protection et à des préoccupations quotidiennes concrètes évoquées à maintes reprises lors des entretiens que nous avons réalisés avec des anciens responsables politiques ou des gens ordinaires. Cette dimension ne doit pas être négligée dans la compréhension de l'adhésion massive au parti. De 699 000 membres en 1971 les effectifs du parti passent à 892 000 en 1982.

### ***Les productions artistiques et intellectuelles***

Le deuxième exemple choisi est celui de certaines productions artistiques et intellectuelles qui, sous une forme déguisée, exprimaient un mécontentement et un désaccord avec l'ordre sociopolitique officiel.

Des critiques et des dénonciations sous une forme déguisée ont existé tout au long des années du régime communiste. On peut citer les cas de Radoï Ralin (humoriste et satirique), Boris Dimovski et Todor Tzonev (caricaturistes), Konstantin Pavlov (poète) ou plus tard, au début des années 1980. Citons aussi le cas des œuvres littéraires de Jeliu Jelev (surtout Le livre *Fasizmat*, (Le Fascisme) dans lesquelles il fait une étude de caractéristiques des régimes nazis (mais les fortes ressemblances avec les régimes de démocratie populaire poussent les responsables politiques à interdire sa publication et diffusion). Le livre *Lize* (Visage), de Blaga Dimitrova dans lequel l'auteur met en évidence l'écart entre les idéaux qui animaient les mouvements partisans dans la lutte pour la prise du pouvoir politique en 1944 et la réalité des pratiques depuis, des œuvres cinématographiques et artistiques comme les films : *Edna jena na 33*, (Une femme à 33 ans) de Christo Christov, *Vtchera*, (Hier), devenus cultes, qui décrivent la réalité et le quotidien dans les années 1980. Dans toutes ces productions on décode des messages politiques dissimulés derrière des métaphores et des allusions.

Sans revenir en détails sur les conditions et les rapports entre le pouvoir politique et les espaces

---

<sup>2</sup> Entretien réalisé en mai 2005. Traduit par moi.

intellectuels, scientifiques et artistiques, les aspects que j'ai développé plus dans ma thèse, il est nécessaire de rappeler quelques éléments qui éclairent partiellement les stratégies et les pratiques observées.

Depuis l'installation du régime de démocratie populaire, l'ensemble des espaces susceptibles de produire du sens sur le monde social ont été soumis à un contrôle et à une surveillance étroite. Définis en tant que moyens d'éduquer les hommes et de contribuer à la réalisation de l'idéal de société socialiste, la littérature, l'art et la science étaient intégrés dans le corpus global de la machine de propagande. Dans le domaine scientifique, c'est le marxisme scientifique qui était érigé en science officielle et était censé fournir une interprétation de l'ensemble des phénomènes économiques et sociaux. En matière artistique et culturelle, c'est la doctrine du « socialisme réel » qui définissait le sens, les formes et l'esthétique des productions artistiques.

Compte tenu du champ de possibles en matière de liberté d'expression, d'esthétique et de symbolique artistique, ou encore, de vérité scientifique clairement définie, les représentants des mondes intellectuels, artistiques et littéraires avaient le choix entre devenir membres du parti, faire preuve d'obéissance et de docilité en acceptant le dogme du « réalisme socialiste » et par-là, bénéficier des privilèges des cadres partisans les plus hauts placés ou renoncer à toute carrière. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir, en 1954, de Todor Živkov, le secrétaire général du Parti communiste bulgare qui restera au pouvoir pendant trente-cinq ans, la politique appliquée était de censurer les œuvres, mais sans infliger de sanctions lourdes. Le mot d'ordre était que toute œuvre et production intellectuelle qui ne critique pas et ne remet pas ouvertement en cause la légitimité de la position de force du Parti communiste bulgare pouvait être tolérée. La stratégie de Todor Živkov consistait à récompenser généreusement les artistes, les scientifiques et les créateurs dociles en les intégrant à part entière dans les rangs des privilégiés et fréquentant dans les mêmes lieux que les dirigeants et les hauts responsables politiques. À l'inverse, les écrivains, les poètes et les artistes qui ne parvenaient pas à concilier les inspirations personnelles et les commandes du parti se convertissaient alors en « peintre de dimanche » ou, exerçaient une autre activité professionnelle tout en se retirant volontairement dans ce qu'ils appelaient l'« immigration intérieure » ou l'« immigration spirituelle ». D'après les témoignages et les récits que j'ai pu recueillir, cette notion d'« immigration intérieure » désigne l'état de sommeil dogmatique qui était une forme d'adaptation et un réflexe d'auto protection et de résistance face à la violence de l'État. Il s'agissait de « créer sa bulle, son monde à soi, où on s'abritait, s'évadait, se cachait et se laissait aller ». Une façon d'affirmer et de s'affirmer qu'en dépit de toutes les mesures de surveillance, « l'esprit ne pouvait pas être contrôlé ».

Si, comme nous avons pu le constater, l'appartenance au parti ne peut pas être interprétée comme une adhésion ou une croyance au régime, toutefois, aucun artiste, intellectuel, scientifique ou écrivain n'avait jamais ouvertement formulé de critiques ou des prises de position à l'encontre de la ligne officielle du parti. Dans le cas bulgare, à l'exception de Guéorgui Markov<sup>3</sup>, il n'y a pas réellement de figures emblématiques de dissidents comme Andréï Sakharov, Alexandre Soljenitsyne, Vladimir Boukovsky ou encore Vaclav Havel, qui aient été persécutés pour leurs opinions politiques. L'absence de contestation ouverte des milieux intellectuels bulgares et même, leurs relations ambiguës avec le pouvoir politique, faute de ne pas avoir à leur actif l'abnégation de Jan Patocka et de Vaclav Havel, a produit la notion du « complexe de l'intellectuel bulgare. » Cette notion prend un sens au regard des affrontements et des polémiques qui ont vu le jour, début de 1990, à propos de l'authenticité des personnalités qui étaient censées figurer dans le dictionnaire international de la dissidence, un projet lancé par l'organisation américaine National Endowment

---

<sup>3</sup> Guéorgui Markov (écrivain et journaliste) qui avait fui la Bulgarie dans les années 1960 et collaborait à la BBC est une des rares figures de dissidence qui faisait référence. G. Markov décède le 7 septembre 1978 à Londres, après avoir été piqué à la cuisse par un passant portant un parapluie. L'autopsie révéla une capsule microscopique contenant un puissant poison, de la ricine. (L'histoire du « parapluie bulgare »). Après 1990, différents témoignages corroboraient la rumeur que c'étaient les services secrets bulgares, aidés par le KGB qui auraient perpétré son élimination sur ordre de Todor Živkov lui-même.

Democracy, qui devait établir une liste de 1 000 personnalités ayant joué un rôle essentiel dans les mouvements d'opposition aux régimes autoritaires en Europe centrale et orientale.

### ***L'humour comme forme de résistance***

Le troisième et dernier exemple de contestation silencieuse que j'ai choisi de présenter ici est celui de l'humour. La protestation dissimulée avait également pris la forme d'humour noir qui jouait le rôle de soupape. L'univers orwellien et les justifications idéologiques pour expliquer aussi bien les inégalités socio-économiques que la domination sociale et économique avait donné lieu à des séries polititcheski vizove (d'anecdotes politiques) qui circulaient de bouche à oreille pour dénoncer les mensonges de la propagande.

Parmi les plus répandus (on les retrouve dans quasiment tous les pays et langues) :

Je sais que j'exerce la dictature, mais je ne comprends pas pourquoi je me suis licencié.

-----

Ils font semblant de nous payer, on fait semblant de travailler.

-----

Dans un hôpital, un patient demande à voir un médecin qui puisse examiner en même temps ses yeux et ses oreilles.

Qu'est-ce que vous avez exactement ? – lui demande la standardiste

Je ne sais pas vraiment mais je ne vois pas ce que j'entends et je n'entends pas ce que je vois.

-----

Lisez-vous des journaux Monsieur Ivanov ?

Bien sûr. Sinon comment est-ce que je saurais que nous avons une vie heureuse ?

-----

Monsieur Ivanov, quelle est votre relation avec le pouvoir politique ? Un peu comme avec ma femme : je l'aime un peu, je la crains un peu, je la trompe un peu, j'en aimerais un peu une autre. En gros : je m'y suis habitué.

-----

Qu'est-ce qu'un communiste ?

Celui qui a lu Marx et Engel.

Et qu'est-ce qu'alors un anticommuniste ?

Celui qui les a compris.

-----

L'humour, les anecdotes populaires à caractère politique apparaissent comme une forme de résistance face à la violence institutionnelle. Le rire, rire de sa condition d'existence, pointer du « bout de la langue » les contradictions et les paradoxes de la réalité sociale et politique permettait d'évacuer les tensions, d'apaiser momentanément des dilemmes éthiques et moraux. La dérision et l'auto-dérision avaient une fonction de soupape, certes, mais aussi de dé-culpabilisation de ne pas agir ouvertement.

### ***En guise de conclusion***

Dans le cadre de ma thèse, l'étude et l'analyse des formes de cette résistance silencieuse, m'a amenée devant un autre constat : les mouvements de contestation se sont vus tributaires de cette socialisation à une protestation silencieuse qui fut un obstacle à l'engagement, voire à la rupture.

En effet, tout au long des années du régime de démocratie populaire en Bulgarie, il n'y pas eut d'événements spectaculaires de remise en cause du pouvoir politique, de mobilisations collectives de protestation d'envergure telles que la révolution hongroise de 1956 ou le Printemps de Prague en 1968. Contrairement aux pays d'Europe centrale, l'Église orthodoxe bulgare ne s'était pas affirmée en tant que foyer de contestation et d'opposition à la domination politique. À la fin des années

1980, la population bulgare ignore encore toute forme de lutte politique. Sans expérience de socialisation militante ou autre forme de lutte pacifique, elle n'a aucune référence historique de dissidence. Aucune génération n'avait vécu de mouvements de contestation de masse, de révolution sexuelle, antimilitariste ou écologique. Le pays n'avait connu aucune révolte ouvrière ou autre mouvement de dissidence politique.

Les conditions objectives d'existence, les modalités de contrôle et d'encadrement que j'ai décrit, permettent de mieux saisir les « effets du régime » sur les capacités individuelles et collectives à entrer en conflit ouvert avec les détenteurs du pouvoir en place. L'habitude de la protestation silencieuse, l'absence de structures ou d'organisations non-politiques, plus au moins formelles et distinctes, porteuses de projets mobilisateurs susceptibles de servir de lieux de formation d'une élite militante, n'ont pas permis l'éclosion de forces capables de produire une authentique alternative politique, d'évincer l'élite politique en place. Laquelle, derrière une façade pluraliste est parvenue à préserver le contrôle sur les principaux leviers de pouvoir.

Comme les études et les recherches sur les actions collectives de mobilisation l'ont démontré, la capacité de se révolter ne va pas de soi. La révolte ouverte suppose un ensemble de ressources et un environnement de droits qui étaient étrangers à la population bulgare et qui faisaient que l'accumulation des insatisfactions individuelles et collectives n'avait pas réussi à enclencher une dynamique explicite sociale d'émancipation.